

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRID SOLUTIONS

1 rue Paul DOUMER
BP 601
73100 AIX LES BAINS

Références : 20221124-RAP-GRID_SOLUTIONS-Inspection_publiable.odt
Code AIOT : 0006104306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement GRID SOLUTIONS implanté 1, Rue Paul Doumer 73100 AIX LES BAINS.

L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de la DREAL Auvergne Rhône Alpes.

La précédente visite d'inspection avait été réalisée en septembre 2019 lors de la réalisation des travaux du curage du réseau de collecte des eaux pluviales.

Le rapport relatif à la fin des travaux avait été, pour rappel, transmis par l'exploitant par courrier du 18/05/2020. Par courrier du 22/09/2020, l'inspection des installations classées avait confirmé la bonne réception du document et avait informé l'exploitant qu'elle n'avait pas d'observation particulière à l'issue de cette instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRID SOLUTIONS
- 1, rue Paul Doumer 73100 AIX LES BAINS
- Code AIOT : 0006104306
- Régime : autorisation

La société GRID SOLUTIONS exploite depuis 1921 un site de production de matériel électrique de haute tension à Aix les Bains. Les activités réalisées sur ce site sont:

- la fabrication de postes électriques sous enveloppe métallique neufs dont l'isolation est réalisé par un gaz isolant (SF6 ou g3);
- le service après-vente.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008. Des arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrent également l'exploitation des activités réalisées sur le site d'Aix les Bains.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative;
- cessation d'activités;
- émissions sonores;
- rejets atmosphériques;
- eau (prélèvements et rejets);
- déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nomenclature des installations classées	code de l'environnement, article R. 511-9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Cessation d'activités	code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôles des émissions sonores	arrêté préfectoral du 10/03/2006, annexe 2 article 2.1	/	Sans objet
4	Contrôle des rejets (air)	arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008, annexe 3 article 2	/	Sans objet
5	Points et conditions de prélèvement (eau)	arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008, annexe 4 article 1	/	Sans objet
6	Collecte des effluents liquides	arrêté préfectoral du 10/03/2006, article 4.3	/	Sans objet
7	Contrôle des rejets (eau)	arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008, annexe 4 article 3	/	Sans objet
8	Déchets – Stockages	arrêté préfectoral du 10/03/2006, article 5.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Déchets – Elimination	arrêté préfectoral du 10/03/2006, article 5.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une très bonne connaissance de ses installations et l'exploitation de ces dernières est réalisée conformément aux prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels en vigueur.

L'exploitant doit transmettre une version actualisée de son dossier de cessation d'activités partielle.

Il doit également transmettre des documents administratifs et techniques à propos des installations susceptibles d'être classées aux titre des rubriques 2565 ou 3260.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a rappelé avoir transmis à l'inspection des installations classées un courrier le 10/12/2014 au travers duquel il demandait le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2563, ainsi que la modification des volumes des activités soumises aux rubriques 2564, 2565 et 2940. Suite à la visite d'inspection du 15/04/2014 et aux échanges ayant eu lieu entre la DREAL et l'exploitant en avril et en mai 2014, le courrier du 10/12/2014 indiquait aussi que les activités du site n'étaient plus classées au titre de la rubrique 3260. L'exploitant a profité de la visite d'inspection du 21/11/2022 pour solliciter l'avis de l'inspection des installations classées à propos du classement des activités au titre des rubriques 2563, 2565 et 3260. L'exploitant doit transmettre, sous un délais de 3 mois, l'ensemble des informations et documents administratifs et techniques relatifs aux installations qui sont susceptibles d'être classées au titre des rubriques 2563, 2565 ou 3260. Ces éléments pourront être transmis à l'inspection des installations classées en parallèle de la version actualisée du dossier mentionnée au point de contrôle suivant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative
<p>récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié le 07/05/2021 le projet de cessation d'une partie de ses activités relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (peinture, galvanoplastie et usinage de barres et de viroles). Il a transmis à ce titre le rapport final LYO-RAP-20-10956D établi en collaboration avec son prestataire AECOM. Une évolution de la situation administrative de l'établissement était en particulier présentée au travers de ce document.</p> <p>Par courrier du 08/03/2022, l'exploitant a confirmé auprès de l'inspection des installations classées que les activités de galvanoplastie relevant des rubriques 2565 et 4110 n'étaient désormais plus réalisées au sein de l'établissement.</p> <p>Au travers de ce courrier, l'exploitant a également informé l'inspection des installations que les activités de peinture étaient partiellement maintenues afin de permettre la poursuite de la production. L'activité de 2 lignes de peinture sur les 3 initiales étaient ainsi maintenues au printemps 2022.</p> <p>Par courrier du 26/09/2022, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées que le projet de transformation et de réorganisation de l'établissement avait évolué et que celui-ci avait pour conséquence le maintien de l'exploitation des 2 lignes de peintures sus-mentionnées dont les activités relèvent aujourd'hui des rubriques 2563 et 2940.</p> <p>L'exploitant a profité de la visite d'inspection pour présenter un état des lieux de la situation administrative de l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • situation conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006, à l'arrêté préfectoral complémentaire de 2008 et aux demandes de bénéfices des droits acquis réalisées en 2013, 2014 et 2016 (avant mai 2021); • situation prévisionnelle à l'issue du projet de cessation partielle des activités (mai 2021); • situation actuelle prenant en compte la mise à jour des rubriques, l'évolution du projet de transformation et de réorganisation de l'établissement (maintien de l'activité peinture) ainsi que les déclarations initiales réalisées en octobre 2022. <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une nouvelle étude de projet serait réalisée à partir du mois de janvier 2023 afin de déterminer les actions à mener à propos des 2 lignes de peintures maintenues (modification totale et mise en place de nouveaux équipements, utilisation des équipements actuels selon des capacités et volumes plus faibles, etc.). L'objectif prévisionnel pour la finalisation de cette étude est programmé sur le second semestre de l'année 2023.</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les équipements relatifs à la chaîne de galvanoplastie avaient bien été supprimés du hall UT (suppression des équipements et remise en état et à niveau du sol).</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative
L'exploitant doit transmettre, sous un délai de 3 mois, une version actualisée de son dossier de notification de cessation d'activités. Ce dossier devra en particulier comprendre l'actualisation de la situation administrative telle que présentée lors de la visite d'inspection. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de la nouvelle étude de projet et se positionner quant au devenir des 2 lignes de peintures dont l'exploitation a été maintenue en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôles des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, annexe 2 article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées, dans des conditions et sur des emplacements représentatifs
Constats : Une campagne de mesures des émissions sonores a été réalisée en 2016. Dans le but de respecter le délai maximal de 5 ans entre 2 campagnes successives, l'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures des émissions sonores à la fin de l'année 2021. Cette campagne a été considérée comme intermédiaire étant donné que le projet de transformation et de réorganisation de l'établissement n'était pas encore finalisé à la fin de l'année 2021. Elle a eu pour objectif de mesurer le niveau des émissions sonores liées aux activités utilisant des pistolets à clous. L'exploitant a présenté le rapport établi par BUREAU VERITAS le 22/10/2021 (intervention le 30/09/2021). Les mesures ont été réalisées au droit d'un point de mesure situé en limite de propriété et en zone à émergence réglementée (ZER). Les résultats des mesures indiquent le respect des valeurs limites réglementaires en limite de propriété et en ZER. Une copie du rapport a été transmise par courriel le 24/11/2022. L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures des émissions sonores serait réalisée en 2022 dans la configuration définitive de l'établissement à l'issue du projet de transformation et de réorganisation. Le rapport devra être transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des rejets (air)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2008, annexe 3 article 2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1:</u> Au moins une fois par an, et tous les 3 ans pour les installations de combustion, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans le cas des installations de combustion, le contrôle porte également sur les teneurs en oxygène. <u>Article 2.2:</u> Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport pour les contrôles visés aux point 2.1, et au plus tard 2 mois après les mesures. <u>Article 2.3:</u> La transmission des résultats des contrôles visés aux deux alinéas précédents est accompagnée de commentaires : <ul style="list-style-type: none">• sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge, etc.) ;• sur les dépassements constatés et leurs causes ;• sur les actions correctrices prises ou envisagées.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports relatifs aux 2 dernières campagnes de mesures des rejets atmosphériques: <ul style="list-style-type: none">• rapport du 03/03/2022, intervention du 12/01/2022 au 14/01/2022 (campagne 2021 décalée);• rapport du 29/09/2022, intervention du 11/07/2022 au 15/07/2022 (campagne 2022). Ces documents ont également été transmis par courriel le 24/11/2022. Les résultats des mesures effectuées par l'organisme agréé BUREAU VERITAS indiquent le respect des valeurs limites d'exposition réglementaires. L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures des rejets atmosphériques sera réalisée au début de l'année 2023. Le rapport devra être transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points et conditions de prélèvement (eau)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2008, annexe 4 article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : [...] Le dispositif de mesure totalisateur est relevé journallement quand le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : L'établissement dispose d'un point de prélèvement dans le milieu naturel (nappe du Tillet - puits F8) et d'un point de prélèvement sur le réseau public (eau de ville). Ces 2 points de prélèvements sont équipés d'un dispositif de disconnexion. L'exploitant fait réaliser une vérification périodique de ces équipements selon une fréquence annuelle. Ces 2 points de prélèvements sont également munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Un relevé hebdomadaire est réalisé par l'exploitant (contrôle visuel de la valeur affichée par le dispositif) et les résultats sont consignés dans un tableur. Une compilation des données est réalisée selon une fréquence trimestrielle par la responsable environnement de l'établissement dans un second tableur. Le registre consolidé a été présenté lors de la visite d'inspection puis transmis par courriel le 24/11/2022. Les résultats indiquent le respect des prescriptions en termes de quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel et de fréquence de suivi des prélèvements. L'inspection des installations classées rappelle cependant à l'exploitant qu'il est susceptible d'être soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre (APC) sécheresse et qu'il doit, le cas échéant, tenir à disposition de l'inspection un plan d'économie d'eau. Une mise à jour de cet APC sécheresse est attendue pour le début de l'année 2023 et précisera le contenu du plan d'économie d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : [...] Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux de collecte des effluents sur lequel sont indiqués les réseaux EU (eaux usées) et EP (eaux pluviales). Les EU correspondent aux eaux usées sanitaires et aux eaux rejetées au niveau de la station d'épuration interne de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2008, article Annexe 4 article 3
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.1 :</u> Au moins tous les 3 ans, les mesures prévues ci-dessus sont effectuées sur l'ensemble des paramètres par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées. A la demande de l'inspection des installations classées, un de ces contrôle est effectué à partir d'un prélèvement inopiné réalisé par un organisme tiers dont le choix est soumis à son approbation.</p> <p><u>Article 3.2 :</u> Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> dès réception du rapport pour les contrôles visés au 3.1 ; pour les mesures prévues dans le tableau ci-dessus, selon une périodicité mensuelle et au plus tard un mois après la dernière mesure, sous la forme de fiches modèles jointes ou toute forme équivalente, définie en accord avec l'inspection des installations classées . </p> <p><u>Article 3.3 :</u> La transmission des résultats des contrôles visés aux 2 alinéas précédents est accompagnée de commentaires : <ul style="list-style-type: none"> sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge, etc.) ; sur les dépassements constatés et leurs causes ; sur les actions correctrices prises ou envisagées. </p> <p>Constats : L'exploitant effectue un autocontrôle journalier de certains paramètres (phosphore, pH, volume) des eaux usées rejetées au droit de la sortie de la station d'épuration interne à l'établissement. Un contrôle hebdomadaire des paramètres visés par l'article 3 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008 est effectué par les prestataires CARSO - SAVOIE LABO. Le prélèvement est réalisé de manière automatique sur une durée de 24 heures. Les résultats sont communiqués à l'exploitant de façon dématérialisée. Les données sont transmises selon une fréquence mensuelle à l'inspection des installations classées via l'outil GIDAF. Une déclaration annuelle est également effectuée auprès de l'Agence de l'Eau.</p> <p>Une analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est réalisée selon une fréquence annuelle. Les prélèvements sont effectués au droit de chaque séparateur à hydrocarbures de l'établissement (7 équipements au total dont 1 équipement pour les eaux usées en générée par l'activité de nettoyage au Karcher).</p> <p>L'exploitant a informé qu' un dépassement MES (matières en suspension) avait été constaté en 2021 sur plusieurs équipements. L'entretien des équipements est réalisé selon une fréquence annuelle par le prestataire ORTEC. Les équipements pour lesquels le dépassement MES a été constaté ont fait l'objet d'un entretien supplémentaire.</p> <p>Le rapport des analyses réalisées en 2022 devra être transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déchets – Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan de la localisation des différentes zones de stockages des déchets de l'établissement.
Constats : L'exploitant a présenté le plan sur lequel sont indiquées les différentes zones de stockages des déchets de l'établissement. Différentes bennes sont réparties au sein de l'établissement afin de recevoir les différents déchets de façon provisoire au droit des postes de travail. Les déchets stockés dans les bennes sont ensuite acheminés vers la déchetterie du site pour être stockés de manière temporaire avant d'être évacués par le prestataire EXCOFFIER. L'exploitant a indiqué que la déchetterie avait été déplacée dans le cadre du projet de transformation et de réorganisation de l'établissement et a précisé que cette nouvelle implantation permettait de mieux gérer les éventuels déversements accidentels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déchets – Elimination

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 5.6.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une synthèse comportant pour chaque famille de déchets : sa désignation et son code selon la nomenclature, la filière de valorisation ou de traitement retenue et les quantités produites.
Constats : L'exploitant a présenté le tableur permettant d'assurer le suivi détaillé de l'élimination des déchets (déchets dangereux, déchets non dangereux, cartons, métaux, palettes, déchets de travaux). Ce document sert de base à l'exploitant pour la réalisation de la déclaration de synthèse annuelle des informations via l'outil GEREP. L'exploitant a signalé que le fichier Excel automatique de l'outil ne fonctionne pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet